

19 mai 2009

■ université

Une série de mesures pour les étudiants victimes des blocages

Valérie Pécresse a présenté, hier, plusieurs mesures sociales et pédagogiques destinées à aider les étudiants concernés par un report des examens dû au conflit dans les universités, qui ont dans l'ensemble satisfait les organisations étudiantes.

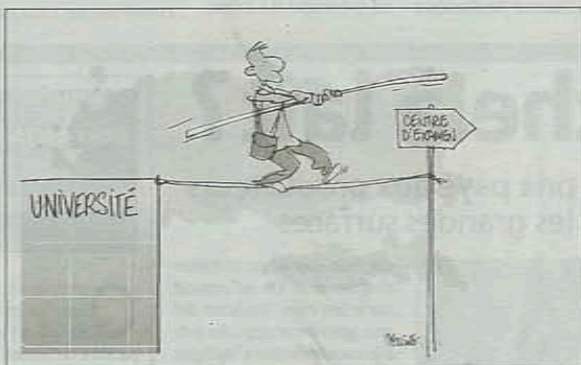
La ministre de l'Enseignement supérieur a annoncé ces mesures aux cinq organisations étudiantes - Unef, Fage, Uni, Confédération étudiante et PDE - avant de les détailler à la presse.

Elles sont destinées à « atténuer le plus possible les conséquences du rallongement de l'année universitaire », a-t-elle dit, alors que le mouvement dans les universités est entré, hier, dans sa seizième semaine et qu'une dizaine d'entre elles (sur quatre-vingt-trois) sont encore perturbées.

Mesure principale : tous les étudiants boursiers qui auront des examens en juillet ou septembre, bénéficieront d'un mois de bourse supplémentaire.

Selon la ministre, « 10 à 15 000 » personnes sont « potentiellement concernées ». Aucun étudiant ne se verra privé l'an prochain d'une bourse pour des raisons liées à son assiduité aux cours du second semestre de cette année.

Deuxième mesure : les étudiants rési-



dant en cité universitaire pourront demander une prolongation de leur bail pour le mois de juillet en s'acquittant d'une demi-loyer (50 € selon le ministère). Ceux résidant dans le parc privé pourront aussi faire une demande de chambre en cité U pour juillet.

Dans les universités où se dérouleront des examens en juillet ou septembre, au moins un restaurant universitaire devra être ouvert sur le campus.

Sur les modalités d'examen, la ministre a demandé aux présidents d'univer-

sité de veiller à ce que les examens portent sur les cours effectués, à ce qu'une seconde session de rattrapage soit prévue et à ce que les étudiants soient bien informés de l'organisation des épreuves.

Enfin, la ministre a dit qu'elle allait « se rapprocher de son collègue Eric Besson », ministre de l'Immigration, « pour que les étudiants étrangers ne soient pas pénalisés lors de renouvellement de titres de séjour ».

L'Unef, principal syndicat étudiant, les

a qualifiées de « nouvelles garanties » pour que les étudiants « puissent passer leurs examens dans de bonnes conditions ».

« Gestes d'apaisement »

Mais elles « ne permettent pas de lever les inquiétudes qui s'expriment sur le fond » du conflit, selon lui. Estimant « difficile et incertaine (une) sortie de crise », il a demandé « des gestes d'apaisement supplémentaires » au gouvernement. « C'est un très bon premier pas », a estimé la Fage, inquiète toutefois des endroits « où l'on ne sait même pas encore si on va pouvoir faire des examens en juillet ». N'est pas réglé, selon elle, le problème de ceux qui ont besoin d'un job d'été.

L'Uni a estimé que les mesures répondaient « aux inquiétudes des étudiants ». La Confédération étudiante s'est dite « plutôt satisfaite », tandis que Promotion et défense des étudiants (PDE) était « content » mais aurait voulu le déblocage d'un fonds d'urgence.

Sur le terrain, des facs étaient encore perturbées. Notamment à Aix-Marseille 1 où des enseignants et étudiants ont voté la poursuite de la grève.

TOULON : 9 ÉTUDIANTS ENTAMENT UNE GRÈVE DE LA FAIM

■ Neuf étudiants et une enseignante de l'Université du Sud Toulon-Var, qui réclament notamment le retrait de la loi LRU sur l'autonomie des universités, ont entamé, hier matin, une grève de la faim collective sur le campus. « Nous réclamons le retrait de la loi LRU et ses décrets concernant les enseignants chercheurs, la neutralisation du deuxième trimestre et la démission du président de l'université », a déclaré Alexandre Picazo, porte-parole des étudiants en grève. Les grévistes de la faim se sont installés dans le campus face au bâtiment administratif. « Nous allons recevoir des toiles de tente, comme les Don Quichotte, et nous allons rester sur place vingt-quatre heures sur vingt-quatre en espérant être entendus par le gouvernement », ajouta Alexandre Picazo. Pour assurer la sécurité sanitaire des grévistes de la faim et les soutenir dans leur démarche, des étudiants vont se relayer nuit et jour à leurs côtés.

Lire les détails dans Var-matin.